



FRANCE

Dans les écoles, un énième protocole et des questions

La progression des variants pèse sur les fermetures des classes, alors que les tests doivent être plus nombreux

A lors que la menace de «vacances prolongées» semble s'éloigner et que les rumeurs de «troisième confinement» s'estompent sur le parvis des écoles, le protocole sanitaire renforcé, annoncé le 1^{er} février, montre déjà ses effets dans les établissements scolaires. L'obligation de fermer une classe à partir d'un seul cas de positivité au SARS-CoV-2 en maternelle et d'un seul cas dû à un variant dans les autres niveaux a fait doubler, en une semaine, le nombre de classes fermées. Elles étaient 444 au 29 janvier, et 934 au 5 février – pour seulement 656 infections supplémentaires parmi les élèves au 5 février, et un nombre plus faible d'enseignants contaminés que la semaine précédente.

Une note de la direction générale de la santé, envoyée dimanche 7 février par Jérôme Salomon, le directeur, devrait encore alourdir ce protocole. Les classes seront automatiquement fermées à partir d'un seul cas positif aux variants sud-africain ou brésilien, mais également si un élève est cas contact d'un parent ou d'un membre de sa fratrie infecté par l'un de ces deux variants.

Pour les porteurs de ces variants, les quarantaines sont aussi prolongées de sept à dix jours, et un test PCR de sortie d'isolement est obligatoire. Un protocole «encore plus restrictif» qui devrait «jouer sur le nombre de classes fermées», fait-on savoir rue de Grenelle, où l'on précise que l'école étant entrée «en période de vacances scolaires», il faudra attendre le retour en classe des trois zones pour avoir une «vision globale» des effets de cette mesure.

Le durcissement du protocole rassure nombre d'enseignants,

en particulier dans les écoles maternelles. «L'inquiétude montait ces dernières semaines, car les collègues avaient des suspicions de Covid dans leurs classes, et il ne se passait rien», rapporte Guislaine David, du SNUipp-FSU. Or, comme les enfants ne sont pas masqués, le virus circule vite.»

Dès ce lundi, enfants et personnels doivent également porter un masque chirurgical de type 1, de l'élémentaire au lycée. «Nous avons eu énormément de retours de directeurs à ce sujet», relève M^{me} David. Les masques faits maison ne sont plus adaptés. Les familles qui en avaient cousu elles-mêmes vont devoir en acheter d'autres, un surcoût pour celles qui sont en difficulté.» Le SNUipp-FSU a de nouveau réclamé que l'éducation nationale équipe les enfants.

Mais le sujet majeur d'inquiétude, en particulier dans les petites classes, reste le traçage des cas porteurs du virus. Un seul cas déclenche désormais la fermeture d'une classe de maternelle? Encore faut-il savoir qu'il existe. Pour les enfants petits, les prélèvements systématiques ne sont pas recommandés par les pédiatres. «Les parents ont tendance à garder les petits à la maison en cas de doute, sans forcément faire de test», rapporte M^{me} David, car ces derniers sont douloureux pour les enfants.»

Mise en place de tests salivaires

Une directrice d'école se souvient par exemple de ces quatre à cinq enfants par classe qui se sont plaints de maux de ventre après la Toussaint. «Plusieurs semaines après, une maman m'a rapporté que le médecin avait dit qu'il pouvait s'agir d'un symptôme de Covid.» A la rentrée des vacances de





février – au début du mois de mars, pour la dernière zone –, des tests salivaires devraient être mis à disposition des écoles, a annoncé le ministre de la santé, Olivier Véran, le 4 février. Ceux-ci devraient permettre de lever l'obstacle du test douloureux. Une « bonne nouvelle » pour le SNUipp-FSU.

Mais même un dispositif indolore ne lèvera pas complètement les doutes sur les campagnes de dépistage, selon Audrey Chanon, chargée du collège au SNPDEN-UNSA, qui ne testent que les volontaires. Des tests sont déjà organisés dans les établissements où des cas sont détectés. L'institution propose également des tests aléatoires, dans les zones de forte circulation du virus, pour les personnels et les élèves. Mais ils relèvent, encore et toujours, du volontariat. « On voit bien que les élèves qui souhaitent se faire tester sont les plus consciencieux, ceux qui respectent bien les gestes barrières et sont soucieux des risques », rapporte M^{me} Chanon. « On est demandeurs des tests salivaires, évidemment, ce sera un outil de plus. Mais je doute que cela change fondamentalement la donne. »

L'autre inconnue reste la capacité à détecter rapidement les variants du virus, pour déclencher

les fermetures de classe. Une première analyse est réalisée à partir des tests PCR, pour vérifier s'il existe une anomalie. Mais une fois celle-ci détectée, le processus de « séquençage » – qui permet d'identifier le variant – est long et coûteux, et demande plusieurs jours.

L'exemple s'est présenté à Angoulême, au lycée de l'image et du son où un cluster de quinze élèves est apparu, le 3 février. « Les élèves et leurs cas contacts ont pu être isolés très vite, témoigne le proviseur, Thierry Roul, responsable académique au SNPDEN-UNSA. Et dès jeudi, l'ARS [agence régionale de santé] a organisé une campagne de tests dans le lycée, qui n'a rien donné de plus. »

Mais l'affaire n'est pas forcément close pour autant. En vertu du protocole, s'il s'agit d'un variant, le proviseur devrait fermer les classes concernées, sauf qu'il n'a eu « aucun retour » à ce sujet pour l'instant. Au ministère de l'éducation nationale, on espérait, lundi matin, que l'inquiétude de la DGS sur la circulation des variants sud-africain et brésilien permettrait « d'accélérer la recherche » de variants. ■

V. M.

